

Equipements, Fluides et Gaz-Technologies Appliquées S.à r.l.
en abrégé EFG-TA S.à r.l.
société à responsabilité limitée
L-9689 Tarchamps, 4, Duerfstrooss
R.C.S. Luxembourg : B 176.950

Assemblée générale extraordinaire
N° 3965 du 30 décembre 2016

L'an deux mille seize, le trente décembre.

Pardevant Maître **Jean-Paul MEYERS**, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu :

GARO INVEST S.à R.L., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-9085 Ettelbruck, 9 ZAC Hall, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 211.385,

ici représentée par Monsieur Sébastien THIEBAUT, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée « ne varietur » par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Ladite partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter qu'elle est la seule et unique associé de la société à responsabilité limitée « **Equipements, Fluides et Gaz-Technologies Appliquées S.à r.l.** » en abrégé « **EFG-TA S.à r.l.** », établie et ayant son siège social à L-9689 Tarchamps, 4, Duerfstrooss, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 176.950, constituée suivant acte reçu par Maître Edouard DELOSCH, alors notaire de résidence à Diekirch, en date du 30 avril 2013, publié au Mémorial C numéro 1483 du 21 juin 2013 et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés depuis sa

constitution (la "**Société**").

L'associée unique, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit :

I. Que l'intégralité du capital souscrit de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de douze euros et cinquante cents (12,50) chacune de la Société est dûment représentée à l'Assemblée.

II. Qu'elle est parfaitement informée des résolutions qui doivent être prises sur la base de l'**ordre du jour de l'Assemblée**, lequel est connu par elle et rédigé comme suit :

ORDRE DU JOUR

1. Augmentation du capital social d'un montant de 150.000,- €, pour le porter de son montant actuel de 12.500,- € à 162.500,- € par l'émission de 12.000 nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 12,50 €, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes ;

2. Changement de la forme sociale de la Société de sa forme actuelle de société à responsabilité limitée en une société anonyme avec maintien de la personnalité morale et transformation des titres représentatifs du capital ;

3. Autorisation et approbation de la reformulation complète des Statuts de la Société afin de refléter le changement de la forme sociale, sans modification de l'objet social ;

4. Démission & décharge du/des gérant(s) ;

5. Nominations du conseil d'administration ;

6. Nomination du commissaire aux comptes ;

7. Divers.

III. Qu'elle a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de procéder à une augmentation de capital d'un montant de cent cinquante mille euros (150.000,- €) afin de porter le capital social de la société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500,-€) à la somme de cent soixante-deux mille cinq cents euros (162.500,- €), par l'émission de douze mille (12.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de douze euros et cinquante cents (12,50 €), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Intervention - Souscription - Paiement

L'associée unique déclare souscrire à ces parts sociales nouvelles émises et libérer cette augmentation de capital d'un montant total de cent cinquante mille euros (150.000,- €) par renonciation définitive et irrévocable à une créance certaine, liquide et exigible, existant à son profit et à charge de la Société, et en annulation de cette même créance à concurrence de cent cinquante mille euros (150.000,- €).

Preuve de l'existence de l'apport et évaluation

La justification de l'existence, du montant de ladite créance et de la renonciation a encore été rapportée au notaire instrumentant par la production d'une situation comptable de la Société arrêtée au 30 septembre 2016.

Preuve de la propriété et de la valeur de cette créance a ainsi été donnée au notaire instrumentant par une attestation faite par le gérant de la société.

La valeur de cet apport en créance est évaluée à cent cinquante mille euros (150.000,- €).

RÉALISATION EFFECTIVE DE L'APPORT

L'associée unique apporteur, déclare:

- qu'elle est la seule pleine propriétaire de ladite créance et possèdent les pouvoirs d'en disposer, celle-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissible;

- qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert dudit apport à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités (administratives) nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'apport à la Société.

L'associée unique approuve donc que cet apport de créance existe réellement et que sa valeur est au moins égale à l'augmentation de capital et d'admettre cet apport ainsi décrit à l'augmentation de capital en question.

Deuxième résolution

L'associée unique décide, sur base de la situation financière du 30 septembre 2016, de changer la forme juridique de la Société et d'adopter la forme d'une société anonyme, conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise et aux règles concernant le statut de la personnalité juridique de la Société, celle-ci étant maintenue sans rupture et sans création d'un être moral nouveau, et sans changer l'objet social de la Société.

Rapport de l'expert indépendant

L'associée unique constate que la Société n'a pas fait l'objet d'apport en nature ou de quasi-apport tel que visé à l'article 26-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales dans les deux ans précédant la transformation, conformément à l'art. 308bis-15 dernier tiret de la loi sur les sociétés un rapport établi par un réviseur d'entreprises agréé n'est pas requis pour la présente opération, et que les associés décident de renoncer à l'état financier de la société conformément à l'art. 308-bis-16 paragraphe 2 de la loi sur les sociétés.

Echange des parts sociales contre des actions

Suite à ce qui précède, les douze mille (12.000) parts sociales actuelles sont échangées contre douze mille (12.000) actions d'une valeur nominale de douze euros cinquante (EUR 12,50) chacune, toutes détenues par l'associée unique prénommée.

Troisième résolution

L'associée unique décide d'autoriser et d'approuver la reformulation complète des statuts, sans modification de l'objet social, afin de refléter le changement de la forme sociale qui devront en conséquence être lus comme suit :

Art. 1. Dénomination sociale.

*1.1 Il est formé par les présentes une société anonyme qui adopte la dénomination **Equipements, Fluides et Gaz-Technologies Appliquées S.A. en abrégé EFG-TA S.A.** (ci-après la «Société») qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la **Loi**), ainsi que par les présent statuts (ci-après les **Statuts**).*

La Société peut avoir un associé unique ou plusieurs actionnaires. Tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société.

Art. 2. Siège social.

*2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de **Lac de la Haute-Sûre**, Grand-Duché de Luxembourg.*

2.2 Au cas où le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, selon le cas estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, militaire ou social compromettent l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi luxembourgeoise.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet social.

La Société a pour objet le commerce sous toutes ses formes, la représentation de matériel et équipement technique, l'étude et la réalisation d'installations techniques dans les secteurs de l'eau, des gaz et fluides en général, de l'assainissement et environnement, leur montage, mise en service, réparation et entretien après vente, l'étude et la réalisation de tuyauteries industrielles, la prestation de services techniques.

La Société pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle exercera son activité tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement, tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social.

*5.1 La Société a un capital souscrit de **cent cinquante mille Euros (EUR 150.000,-)** divisé en **douze mille (12.000) actions**, ayant une valeur nominale de **douze euros cinquante (EUR 12,50)** chacune (les «Actions»).*

5.2 Le capital souscrit de la Société peut à tout moment être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires statuant comme en matière de modification des présents Statuts, sous réserve des

dispositions impératives de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

Art. 6. Acquisition d'Actions propres.

6.1 La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites établies par la Loi.

6.2 Dans les limites établies par la loi luxembourgeoise, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, selon le cas est irrévocablement autorisé et a les pleins pouvoirs pour prendre toutes les mesures en vue de l'exécution de chaque document et pour accomplir tout acte à la fois au nom et pour le compte de la Société qui seraient nécessaires ou opportuns pour la réalisation de l'acquisition des Actions ainsi que pour l'accomplissement et la bonne fin de tous les actes y relatifs.

Art. 7. Forme des Actions.

7.1 Les Actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

7.2 Il est tenu au siège social un registre des Actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des Actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

7.3 L'Action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

7.4 Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

7.5 La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par Action; si la propriété de l'Action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'Action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'Action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art.8 – Transfert des actions

8.1 Chaque actionnaire pourra proposer ses actions aux tiers uniquement si le droit de préemption en faveur des autres actionnaires n'a pas été exercé par ces derniers.

8.2. Les termes de ce droit de préemption des actionnaires ainsi que d'autres droits relatifs aux actions seront convenus entre les actionnaires dans un document signé entre actionnaires.

Art. 9. Conseil d'Administration.

9.1 Tant que la Société a un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement. Si la Société a plus d'un actionnaire, elle est administrée par un conseil d'administration (le «Conseil d'Administration») composé de trois (3) Administrateurs au moins (les «Administrateurs»).

9.2 Le nombre des administrateurs est déterminé par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

9.3 L'Assemblée Générale des Actionnaires peut décider de nommer des Administrateurs de deux classes différentes, à savoir un ou des Administrateur(s) de la classe A et un ou des Administrateur(s) de la classe B. Toute classification d'Administrateurs doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les Administrateurs doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

9.4 Les Administrateurs doivent être nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans, et ils resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

9.5 La décision de suspendre ou de révoquer un Administrateur doit être adoptée par l'Assemblée Générale des Actionnaires à au moins 50% de tous les droits de vote présents ou représentés.

9.6 Lorsqu'une personne morale est nommée Administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51 bis de la Loi.

Art. 10. Réunions du Conseil d'Administration.

10.1 Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président (le «Président») et pourra choisir parmi ses membres un ou plusieurs vice-présidents. Le Conseil d'Administration pourra également choisir un secrétaire (le «Secrétaire») qui n'a pas besoin d'être Administrateur et qui pourra être responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions

du Conseil d'Administration ainsi que de l'exécution de telle fonction administrative ou autre lui conférée de temps en temps par le Conseil d'Administration.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président ou de deux Administrateurs au lieu et à l'heure indiqués dans la convocation à l'assemblée, la/les personne(s) convoquant l'assemblée fixant également l'ordre du jour. Chaque Administrateur sera convoqué par écrit à toute Réunion du Conseil d'Administration au moins cinq (5) jours civils à l'avance par rapport à l'horaire fixé pour ces réunions, excepté dans des circonstances d'urgence, dans lequel cas une convocation donnée vingt-quatre (24) heures à l'avance et mentionnant dûment les raisons de l'urgence sera suffisante. Il pourra être passé outre à cette convocation, pour l'avenir ou rétroactivement, à la suite de l'assentiment par écrit, par télégramme, par télex ou par télécopieur de chaque Administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

10.3 Tout Administrateur pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par écrit ou par télégramme, par télécopieur ou par télex un autre Administrateur comme son mandataire. Un Administrateur ne peut représenter plus qu'un de ses collègues.

10.4 Le conseil d'administration peut valablement délibérer et valablement adopter des résolutions que si tous les administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration. Dans le cas où l'Assemblée Générale des Actionnaires a nommé différentes classes d'administrateurs (à savoir les administrateurs de classe A et de classe B), toutes résolutions du conseil d'administration ne peuvent être valablement prises que si elles sont approuvées par tous les administrateurs de classe A et de classe B (qui peut être représenté).

Si un quorum n'est pas atteint, les Administrateurs présents peuvent reporter la réunion à un endroit et à une heure endéans un délai de cinq (5) jours civils après l'envoi d'une notice d'ajournement.

10.5 Les Administrateurs peuvent participer à une Réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes y participant à

s'entendre mutuellement et une participation par ces moyens sera considérée comme équivalant à une présence physique à la réunion.

10.6 Nonobstant de ce qui précède, une résolution du Conseil d'Administration peut également être adoptée par consentement unanime écrit qui consiste en un ou plusieurs documents comprenant les résolutions et qui sont signés par chaque Administrateur. La date d'une telle résolution sera la date de la dernière signature.

10.7 Les résolutions prises par l'Administrateur Unique auront la même autorité que les résolutions prises par le Conseil d'Administration et seront constatées par des procès-verbaux signés par l'Administrateur Unique.

Art. 11. Procès-verbaux des Réunions du Conseil d'Administration.

11.1 Les procès-verbaux d'une Réunion du Conseil d'Administration seront signés par le Président.

11.2 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration.

12.1 Les Administrateurs peuvent uniquement agir lors de Réunions du Conseil d'Administration dûment convoquées ou par consentement écrit conformément à l'Article 10 des présents Statuts.

12.2 Le Conseil d'Administration ou, le cas échéant, l'Administrateur Unique a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition qui sont dans l'intérêt de la Société et dans les limites des objectifs et de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'Assemblée Générale des Actionnaires par la loi ou par les présents Statuts sont de la compétence du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique.

Art. 13. Signature Sociale.

13.1 Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature de l'Administrateur Unique, selon le cas, ou par la signature conjointe de deux Administrateurs de la Société ou par la/les signature(s) de toute(s) personne(s) à qui un pouvoir de signature a été délégué par le Conseil d'Administration moyennant une décision unanime du Conseil d'Administration.

13.2 Toutefois, au cas où l'Assemblée Générale des Actionnaires a nommé différentes classes d'Administrateurs (à savoir les Administrateurs de

classe A et les Administrateurs de classe B), la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur de classe A avec un administrateur de classe B (y compris par voie de représentation).

Art. 14. Délégation de pouvoirs.

14.1 Le Conseil d'Administration peut d'une manière générale ou de temps en temps déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion ainsi que prévu par l'article 60 de la Loi à un cadre ou à un/des comité(s), composé(s) de ses propres membres ou non, ou à un ou plusieurs Administrateurs, directeurs ou autres agents qui peuvent agir individuellement ou conjointement. Le Conseil d'Administration déterminera l'étendue des pouvoirs, les conditions du retrait et la rémunération en ce qui concerne ces délégations de pouvoir, y compris le pouvoir de sub-déléguer.

Art. 15. Conflit d'Intérêts.

15.1 Dans le cas d'un conflit d'intérêts dans le chef d'un Administrateur, étant entendu que le simple fait que l'Administrateur occupe une fonction d'administrateur ou d'employé d'un Actionnaire ou d'une société associée à un Actionnaire ne constitue pas un conflit d'intérêt, cet Administrateur doit aviser le Conseil d'Administration de tout conflit d'intérêt et ne peut pas participer au vote. Un Administrateur ayant un conflit par rapport à un point de l'ordre du jour doit déclarer ce conflit au Président avant l'ouverture de l'assemblée.

15.2 Chaque Administrateur ayant un conflit causé par un intérêt personnel dans une opération subordonnée à l'approbation du Conseil d'Administration qui s'oppose à l'intérêt de la Société, sera obligé d'en aviser le conseil et de faire en sorte qu'une mention de sa déclaration soit insérée au procès-verbal de la réunion. Il ne participera pas aux délibérations de la réunion. Lors de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires, avant le vote de toute autre résolution, un rapport spécial sera établi sur toute opération dans laquelle un des Administrateurs pourrait avoir un intérêt personnel en conflit avec celui de la Société.

Art. 16. Assemblée Générale des Actionnaires.

Assemblée Générale des Actionnaires

16.1 L'Assemblée Générale des Actionnaires représente l'ensemble des actionnaires de la Société (l'«Assemblée Générale des Actionnaires» ou l'«Assemblée Générale»).

16.2 Elle a les pouvoirs qui lui sont réservés par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

**Convocation, lieu de réunion des Assemblées, décision sans
Assemblée Formelle.**

16.3 L'Assemblée Générale des Actionnaires se réunit à Luxembourg sur convocation du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique. Les Actionnaires représentant un dixième du capital social souscrit peuvent, conformément à la Loi, demander au Conseil d'Administration de convoquer une Assemblée Générale des Actionnaires.

16.4 L'Assemblée Générale annuelle se réunit en conformité avec la loi luxembourgeoise à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans l'avis de convocation de l'assemblée, le deuxième mardi du mois de mai à 14.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal au Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant à Luxembourg.

16.5 D'autres Assemblées Générales des Actionnaires peuvent se tenir aux lieux et aux dates qui peuvent être prévues dans les avis de convocation respectifs.

16.6 Les Assemblées Générales des Actionnaires seront convoqués par une convocation qui détermine l'ordre du jour ainsi que l'heure et l'endroit auxquels l'assemblée se tiendra, envoyée par lettre recommandée au moins trente (30) jours avant l'assemblée, ce délai ne comprenant ni le jour de l'envoi de la convocation ni le jour de l'assemblée, à chaque Actionnaire et à l'adresse de l'Actionnaire dans le Registre des Actionnaires, ou suivant d'autres instructions données par l'Actionnaire concerné.

16.7 Au cas où tous les Actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocations à l'assemblée.

16.8 L'Assemblée Générale des Actionnaires désignera un président et sera présidée par le président qui dirigera l'assemblée. L'Assemblée Générale désignera un secrétaire chargé de dresser les procès-verbaux de l'assemblée et un scrutateur. Les procès-verbaux seront rédigés en français et dressés à

titre de preuve de l'assemblée et seront signés par le Président et le Secrétaire de cette assemblée ou lors de l'assemblée suivante.

16.9 La langue utilisée lors de chaque Assemblée Générale des Actionnaires sera le français.

16.10 Les Actionnaires ne peuvent pas prendre des décisions concernant des matières qui ne sont pas à l'ordre du jour (y compris les matières exigées par la loi) et concernant des affaires en relation avec de telles matières, sauf si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée.

Droit de vote

16.11 Chaque Action donne droit à une voix à chaque Assemblée Générale des Actionnaires. Le vote en blanc est nul et non avenue.

16.12 Un Actionnaire peut agir à chaque Assemblée Générale des Actionnaires en donnant une procuration écrite à une autre personne, actionnaire ou non.

16.13 Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, les résolutions de l'Assemblée Générale sont adoptées d'au moins la moitié du nombre total des voix afférentes aux Actions détenues par les Actionnaires autorisés à voter sur la résolution.

Art. 17. Surveillance.

17.1 Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires au compte qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'Assemblée Générale des Actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) ans.

Art. 18. Année sociale.

*18.1 L'année sociale de la Société commence le **premier janvier** et finit le **trente et un décembre** de chaque année.*

18.2 Le Conseil d'Administration ou, le cas échéant, l'Administrateur Unique prépare les comptes annuels suivant les exigences de la loi luxembourgeoise et les pratiques comptables.

18.4 La Société fera en sorte que les comptes annuels, le rapport annuel et les éléments supplémentaires à fournir conformément à la Loi soient disponibles à son siège social à partir du jour auquel l'Assemblée Générale à laquelle ils doivent faire l'objet d'une délibération et, si opportun, être adoptés, est convoquée.

18.5 L'Assemblée Générale Annuelle adoptera les comptes annuels.

Art. 19. Distribution de dividendes et distributions à partir des Comptes de Réserve.

19.1 Le solde créditeur du compte de profits et pertes après déduction des frais, coûts, amortissements, charges et provisions représente le bénéfice net de la Société.

19.2 Chaque année, 5 pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteint 10 pour cent du capital social.

19.3 Le solde créditeur susceptible d'être distribué après la déduction opérée conformément à l'article 19.2 ci-dessus, est attribué aux actionnaires.

19.4 Conformément aux conditions prévues par l'Article 72-2 de la Loi le Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 20. Dissolution et liquidation de la Société.

20.1 La Société peut être dissoute par une décision de l'actionnaire unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

20.2 La liquidation s'effectuera par les soins du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique, sous la réserve que l'Assemblée Générale des Actionnaires sera autorisée à confier la liquidation à un ou plusieurs liquidateurs en remplacement du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique.

20.3 Dans la mesure du possible, les présents Statuts resteront en vigueur pendant la liquidation.

20.4 Aucune distribution des bonis de liquidation ne peut être faite en faveur de la société en raison d'actions détenues par elle.

20.5 Après la clôture de la liquidation, les documents comptables et écritures de la Société seront conservés pendant la durée prévue par la loi par la personne désignée à cet effet dans la décision de l'Assemblée Générale de dissoudre la Société. Au cas où l'Assemblée Générale n'a pas désigné une telle personne, les liquidateurs procéderont à cette désignation.

Art. 21. Modification des Statuts.

21.1 Les présents Statuts sont susceptibles d'être modifiés de temps en temps par une Assemblée Générale des Actionnaires conformément aux exigences de quorum et de majorité prévues par la Loi.

Art. 22. Loi applicable.

22.1 Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la Loi. »

QUATRIÈME RÉOLUTION

L'associée unique décide d'accepter la démission de Monsieur Romain GANTREL de son poste de gérant unique de la Société et de lui donner décharge pour l'exécution de son mandat.

CINQUIÈME RÉOLUTION

Conformément aux nouveaux statuts et la nouvelle forme sociale de la Société, l'associée unique nomme, pour une durée prenant fin à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice social clôturant le 31 décembre 2021, les personnes suivantes en qualité d'administrateurs de la Société :

- Monsieur **Romain GANTREL**, Maître Mécanicien ajusteur, né le 11 avril 1960 à Pétange, demeurant au 4 Duerfstrooss, L-9689 Tarchamps ;
- Madame **Sonja GANTREL**, née de GIRARDI, employée, née le 25 décembre 1963 à Differdange, demeurant au 4 Duerfstrooss, L-9689 Tarchamps ;
- Monsieur **Bob GANTREL**, mécanicien industriel et maintenance, né le 14 juillet 1994 à Niederkorn, demeurant à L-9689 Tarchamps, 4, Duerfstrooss ;
- Madame **Catherine GANTREL**, gestionnaire comptable et fiscale, née le 4 novembre 1992 à Niederkorn, demeurant à L-9155 Grosbous, 17B, rue de Mersch ;
- Monsieur **Andreas LEGEL**, Gérant-Maître Electricien, né le 9 décembre 1965 à Metilach (Allemagne), demeurant à L-8092 Bertrange, 3, rue de Schauwenburg.

Est nommé Président du conseil d'Administration et administrateur-délégué pour une durée qui expirera immédiatement après l'assemblée générale statutaire de 2021 :

- Monsieur **Romain GANTREL**, prénommé, sera président du Conseil d'Administration de la Société.

L'associée unique nomme, pour une durée prenant fin à l'assemblée

générale statuant sur les comptes de l'exercice social clôturant le 31 décembre 2021, les personnes suivantes en qualité d'administrateurs-délégués de la Société :

- Monsieur **Romain GANTREL**, Maître Mécanicien ajusteur, né le 11 avril 1960 à Pétange, demeurant au 4 Duerfstrooss, L-9689 Tarchamps ;
- Monsieur **Andreas LEGEL**, Gérant-Maître Electricien, né le 9 décembre 1965 à Metilach (Allemagne), demeurant à L-8092 Bertrange, 3, rue de Schauwenburg.

SIXIÈME RÉSOLUTION

Conformément aux nouveaux statuts et la nouvelle forme sociale de la Société, l'associée unique nomme, pour une durée prenant fin à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice social clôturant le 31 décembre 2021, en qualité de commissaire aux comptes de la Société :

- **Welter S.à r.l.**, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-8280 Kehlen, 50A, rue de Mamer, R.C.S. Luxembourg B 89.701.

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s)/ comparant(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Pouvoirs

Le(s) partie(s) comparante(s) donne(nt) par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger, corriger et signer toute erreur ou omission ou toute faute(s) de frappe(s) au présent acte.

Dont acte.

Fait et passé à Luxembourg.

Date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la

partie comparante, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

/signé/ S. Thiébaut, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 3 janvier 2017

Relation : EAC/2017/262

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur / signé / Amédé SANTIONI

Esch-sur-Alzette, le 3 janvier 2017.